

MANIFESTE POUR UNE ALGERIE NOUVELLE

La Nation est en danger et le pays est à la dérive. C'est le moment d'exprimer notre solidarité avec notre jeunesse.

Face à l'impasse et au désespoir, il ne reste à la jeunesse, pour s'exprimer que la violence qui est devenue le seul moyen de règlement de conflits parmi les individus et entre les individus et l'Etat.

Cette double violence du pouvoir et de la société menace de devenir incontrôlable à tout moment.

Comme l'a montré l'expérience tunisienne, lorsque la situation devient insupportable, quand le sentiment d'injustice domine, il suffit d'incidents mineurs pour provoquer des embrasements majeurs.

Ce qui prime, aujourd'hui, c'est une prise de conscience collective de la menace sur l'avenir de l'Etat et de la Nation.

Chaque citoyen doit intérioriser très fortement, l'urgence et l'absolue nécessité du changement du système de gouvernance dans le calme et la sérénité.

Les récentes expériences algérienne, tunisienne et égyptienne, démontrent l'urgente nécessité de construire un interlocuteur valable face à un pouvoir aux abois et une jeunesse décidée à arracher sa liberté, y compris par la violence.

Adhérents à ce Manifeste, nous appelons à la constitution de cercles d'initiative citoyenne pour le changement, pour créer dans la société civile les espaces de négociation et de proposition, pour prévenir toute action visant à attiser la violence entre Algériens ou prônant l'anarchie ou l'effondrement de l'administration ou de l'Etat.

Adhérents à ce Manifeste, nous nous mobilisons pour permettre le passage d'une société qui perd ses valeurs humanistes les plus précieuses, connaît un incivisme généralisé, intériorise la violence, la prédation et la corruption comme mode de fonctionnement à une société qui repose sur des lois et des règles saines et respectées, sur la confiance et le respect entre citoyens, une société où la bonne éducation et le travail sont des atouts de réussite sociale et individuelle, où la justice prévaut et où la malhonnêteté, le vice et la brutalité comme mode de progression dans la sphère publique sont proscrits et combattus.

Adhérents à ce Manifeste, nous nous engageons à nous mobiliser sans relâche en tant que citoyens pour que l'Etat algérien assure le plus rapidement possible les missions suivantes:

- mettre fin à la corruption et au mépris trop répandus parmi nos responsables politiques et administratifs;
- mettre en place une économie de production, qui résorbe rapidement le chômage et la pauvreté;

- développer une véritable protection sociale conforme à nos valeurs pour une amélioration des conditions de vie de tous, notamment les couches les plus vulnérables de la population ainsi que l'égalité pour tous;
- améliorer le niveau d'éducation et de formation de l'ensemble de la population, et en priorité des jeunes générations.

Pour cela, nous nous engageons à œuvrer pacifiquement à changer le système de gouvernance algérien et pas seulement les personnes, avec les objectifs suivants:

- mettre en place une démocratie moderne avec des institutions qui fonctionnent correctement, qui ne dépendent pas du bon vouloir des individus, et qui sont comptables de leurs actes et de leurs résultats ;
- mettre en place des mécanismes politiques fondés sur une saine compétition, arbitrée par le peuple, seule source légitime du pouvoir, lors d'élections non manipulées;
- promouvoir l'avènement d'une nouvelle génération de dirigeants politiques, compétents et honnêtes, en mesure de mener un véritable programme de développement, à tous les échelons du pouvoir, de l'Etat et de l'administration.

Adhérents à ce Manifeste, nous prenons également l'engagement solennel de ne pas utiliser le combat de la jeunesse de 2011 à des fins personnelles ou idéologiques et de demeurer à la hauteur des enjeux de la situation et des attentes de notre peuple.

Dans une première étape, nous appelons à la mobilisation de tous les citoyens algériens pour faire aboutir les trois revendications suivantes dans les plus brefs délais:

1. L'instauration des conditions minimales de libertés démocratiques

Nous exigeons :

- la levée de l'état d'urgence, abusivement utilisé comme instrument de confiscation des libertés publiques et individuelles ;
- l'ouverture du champ politique avec la possibilité de créer de nouveaux partis politiques représentatifs de la population, et de la jeunesse en particulier ;
- l'ouverture du champ médiatique, notamment des médias lourds que sont la télévision et la radio.

2. La mise en place d'un calendrier politique de transition et de sauvegarde pour parvenir à l'avènement d'une nouvelle république.

Le calendrier politique de transition et de sauvegarde permettra l'avènement du nouveau système de gouvernance et la mise en place des institutions de transition chargées de l'élaboration d'une nouvelle constitution démocratique et de l'organisation d'élections présidentielles et législatives anticipées.

Un gouvernement de transition et de sauvegarde composé d'une équipe compétente, représentative des différents courants de la société, mettra en œuvre un programme économique et social très clair de protection de nos richesses et de prise en charge des besoins les plus pressants de la population.

Une Equipe de Sauvegarde de la Nation, en nombre restreint mais représentative des différents courants dans la société élaborera le programme politique de transition et de sauvegarde y compris la rédaction de la Nouvelle Constitution.

Dans cette phase cruciale qui s'ouvre, la mission de toutes les institutions républicaines, notamment de l'Armée, de la police et de la gendarmerie, les oblige à ne plus permettre le maintien d'un illusoire statu quo, rejeté légitimement et unanimement par notre peuple. Au contraire, ils doivent contribuer, avec l'ensemble des acteurs politiques, économiques, intellectuels ainsi que les médias, à un engagement irréversible du pays dans une transition démocratique qui, à chaque avancée de la société civile, permettra aux institutions républicaines de réoccuper leur espace naturel et constitutionnel.

3. Sauvegarder les ressources de l'Algérie par la constitutionnalisation de l'utilisation des recettes d'hydrocarbures.

Le gouvernement de transition et de sauvegarde appliquera les règles suivantes pour l'allocation des recettes en hydrocarbures, qui seront par la suite inscrites dans la future constitution:

- une première partie des recettes alimentant un fond pour les générations futures ;
- une deuxième partie des recettes allant à des investissements avec fort coefficient budgétaire sur la croissance de long terme, comme la santé et l'éducation ;
- une troisième partie des recettes allant, dans une phase de transition, à la mise à niveau et à la revalorisation de la fonction publique, tout en préparant un programme urgent de refondation de l'Etat, de l'école et de l'économie.

Tirant les leçons des expériences passées, il sera mis immédiatement fin à l'utilisation des recettes en hydrocarbures pour alimenter le circuit bancaire finançant l'économie rentière et d'importation, ou les comptes du trésor finançant des dépenses d'infrastructures décidées à la va-vite et sources de commissions.

Adhérents à ce manifeste, nous entendons préserver l'avenir de nos enfants et construire dès aujourd'hui les bases saines et durables de l'Algérie dont ils hériteront.

Manifestez vous dès à présent individuellement ou en groupe en tant que forces du changement en contactant l'adresse électronique suivante et en créant ou rejoignant des cercles d'initiative citoyenne qui porteront nos revendications.

Mobilisés et unis, rien ne nous sera impossible.

Vive l'Algérie, vivent les Algériens!

Adresse électronique : adhesion@cicc-dz.net

Dr Ahmed BENBITOUR

Février 2011.